



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP
Office fédéral de la police fedpol

STATISTIQUES²⁰⁰⁸

Mai 2009

PARTIE «STATISTIQUES» DU RAPPORT D'ACTIVITE DE L'OFFICE FEDERAL DE LA POLICE fedpol

Police judiciaire fédérale PJF

pages 2 - 16

Service fédéral de sécurité SFS

pages 17 - 25

Services

pages 26 - 32

Statistiques Police judiciaire fédérale PJF

Remarques préliminaires

- Pour ce qui est des diagrammes circulaires, les chiffres entre parenthèses indiquent l'écart par rapport à l'année 2007.
- Les possibilités de comparaison avec les valeurs de l'année précédente sont limitées, soit parce que les pays en question figurant dans la statistique précédente ont été supprimés, soit parce que de nouveaux pays y ont été intégrés (dans ce cas de figure, pas de chiffres entre parenthèses).
- Les chiffres et les pourcentages exposés dans ces statistiques ne permettent pas de tirer des conclusions d'une valeur scientifique irréfutable.

Définitions générales

Affaires opérationnelles

On entend par «affaires opérationnelles» l'ensemble des procédures prises en charge par la PJF, qu'il s'agisse de procédures d'enquête, d'enquêtes préliminaires de police judiciaire, de procédures de coordination, d'investigations préliminaires dont le mandat a été confié par le Ministère public de la Confédération (MPC) ou d'instructions préparatoires menées sous la direction de l'Office des juges d'instruction fédéraux.

Procédures d'enquête

Par «procédures d'enquête», on entend l'ensemble des investigations menées par la PJF sous la direction du MPC dans le cadre d'une procédure pénale.

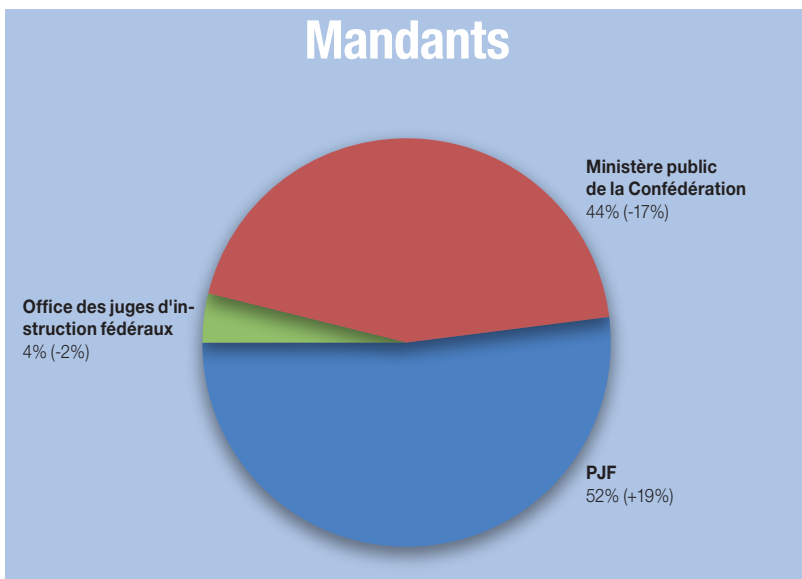
Soutien aux enquêtes

Le soutien aux enquêtes comprend l'observation, l'utilisation de moyens techniques de surveillance, les prestations de police technique et scientifique, les enquêtes en matière informatique, l'analyse criminelle opérationnelle, la conduite de personnes de confiance et l'engagement d'agents infiltrés.

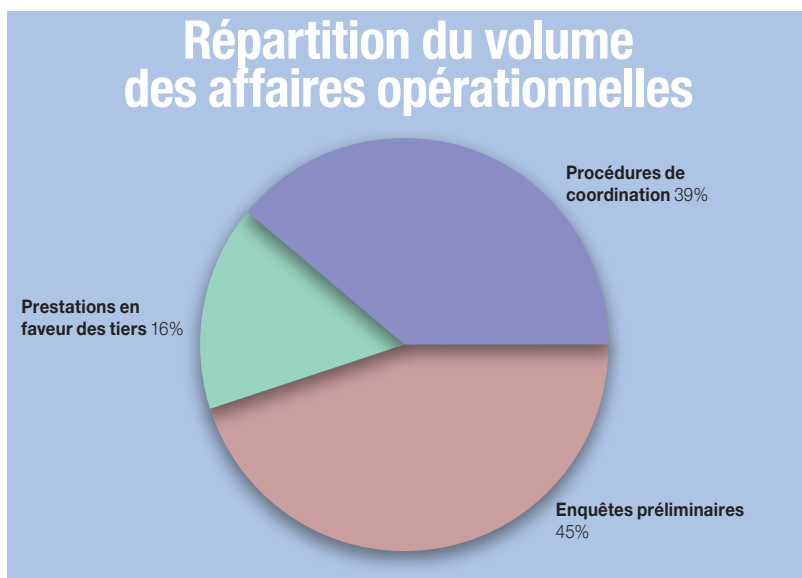
Volume des affaires

Dans le domaine des enquêtes et des missions de coordination, la Police judiciaire fédérale (PJF) a traité, en 2008, 486 affaires opérationnelles, dont 92 procédures de coordination, ce qui représente une légère progression par rapport à l'année précédente (2007: 476). Le graphique ci-contre présente la répartition en pour cent du volume des affaires en fonction du mandant.

Comparé à l'année précédente, le volume des affaires menées pour le compte du Ministère public de la Confédération (MPC) a diminué de 17 % et celui de celles effectuées sous la direction de l'Office des juges d'instruction de 2 %. Le volume des affaires traitées pour le compte de la PJF a quant à lui augmenté dans la même proportion qu'en 2007.

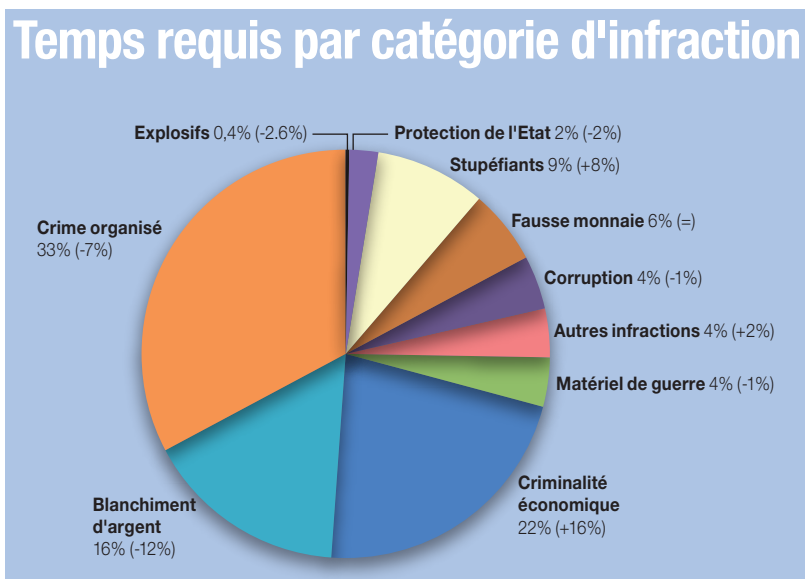


Les prestations effectuées pour le compte de tiers concernent les demandes déposées par des autorités de police suisses ou étrangères en dehors du cadre des procédures d'enquête ou d'entraide judiciaire menées au niveau fédéral pour lesquelles un soutien technique ou matériel est nécessaire ou pour lesquelles une assistance figure au premier plan.



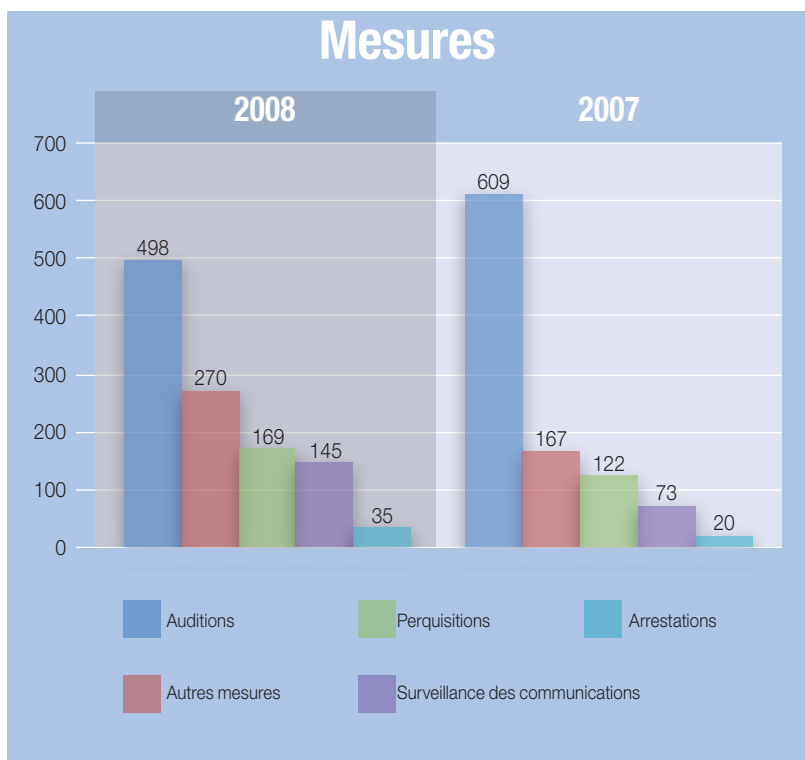
Répartition par heures de travail effectuées

Tout comme les années précédentes, la grande majorité des heures de travail a été consacrée au traitement des cas relevant du crime organisé (terrorisme inclus), même si le nombre d'heures de travail a reculé de 7 % par rapport à 2007, pour atteindre 33 %. La lutte contre la criminalité économique occupe désormais la deuxième position, mobilisant 22 % des heures de travail totales, soit 16 % de plus qu'en 2007. Cette catégorie est suivie par les procédures menées dans le cadre du blanchiment d'argent, qui ont nettement reculé pour atteindre 16 %. Cette nouvelle répartition ne change rien au fait que ces trois domaines couvrent à eux seuls presque les trois quarts de la charge de travail totale. 8,9 % des heures de travail ont été consacrées à la lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme (2007: 7,5 %).



Répartition par mesures

Ce graphique indique le nombre de mesures appliquées par la PJF. La catégorie «autres mesures» comprend entre autres les éditions de documents auprès de banques et de sociétés. Tandis que le nombre d'auditions a diminué durant l'année sous revue, le nombre d'autres mesures a quant à lui fortement augmenté, notamment en ce qui concerne les surveillances des communications. Depuis 2005, les perquisitions, les surveillances des communications et les «autres mesures» ont atteint en 2008 leur niveau le plus haut.



Structures criminelles

Cette statistique recense les personnes sur lesquelles pèse un soupçon concret d'infraction relevant de la compétence de la Confédération. L'issue de la procédure (acquiescement ou non-lieu) n'a pas été prise en compte.

1. Toutes les catégories d'infraction

Répartition par nationalités

Comparé à 2007, le nombre de Suisses a légèrement diminué (-4 %), alors que le nombre de ressortissants italiens est pratiquement resté au même niveau (2007: 15 %). Alors que les auteurs d'infraction des Pays-Bas et de République dominicaine représentent moins de 2 % et apparaissent dans la catégorie «autres», deux nouvelles catégories de délinquants ont fait leur apparition en 2008: les ressortissants provenant de Grande-Bretagne et de Colombie, représentant chacun une part de 2 %. Les auteurs d'infractions provenant des autres pays figurant ici n'a que peu changé par rapport à 2007.

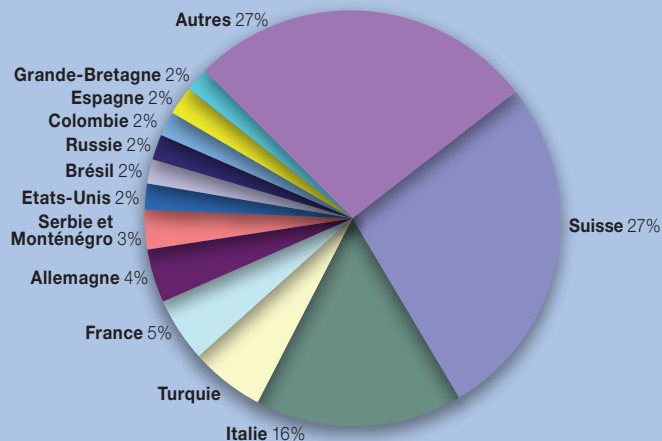
Répartition par classes d'âge

Les chiffres relatifs aux classes d'âge indiquent que depuis 2005 l'âge des auteurs d'infractions tend à augmenter. Les 51-60 ans et les plus de 60 ans représentent plus de la moitié des auteurs d'infractions (53 %) et la catégorie des 51-60 ans domine pour la première fois.

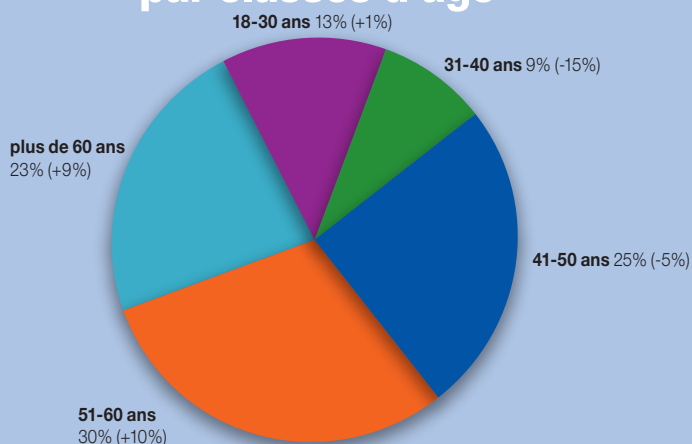
Répartition par statuts de séjour

La proportion d'étrangers domiciliés à l'étranger est comprise depuis 2005 entre 49 et 60 % et reste ainsi la catégorie la plus nombreuse. La proportion de citoyens suisses a diminué de 5 % par rapport à 2007 et représente depuis 2005 une part allant de 24 à 30 %.

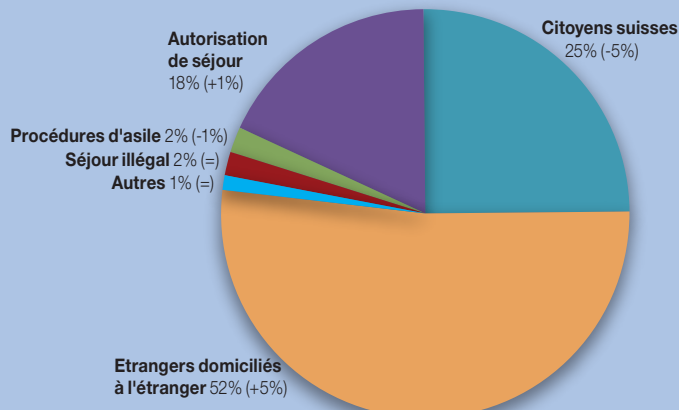
Catégories d'infraction par nationalités



Catégories d'infraction par classes d'âge



Catégories d'infraction par statuts de séjour

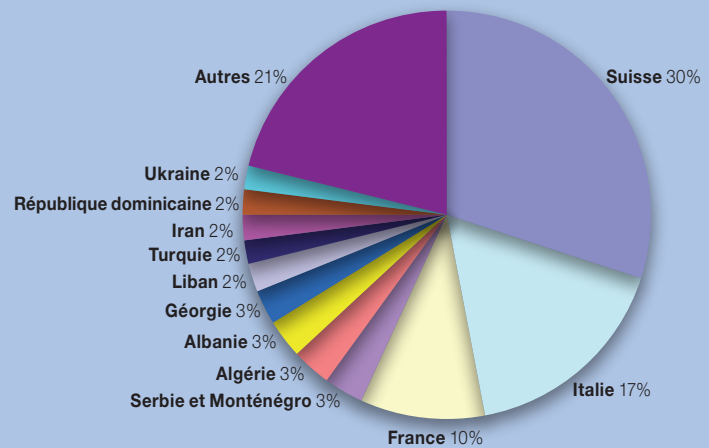


2. Crime organisé

Répartition par nationalités

La PJF a traité 64 cas ayant trait au crime organisé. La proportion de criminels présumés de nationalité suisse a légèrement augmenté en 2008, atteignant 30 % (+4 %). En revanche, la proportion de criminels présumés italiens a diminué, passant de 22 à 17 % (-5 %). La part de ressortissants français a quant à elle doublé et occupe la troisième position, avec 10 % (+5 %).

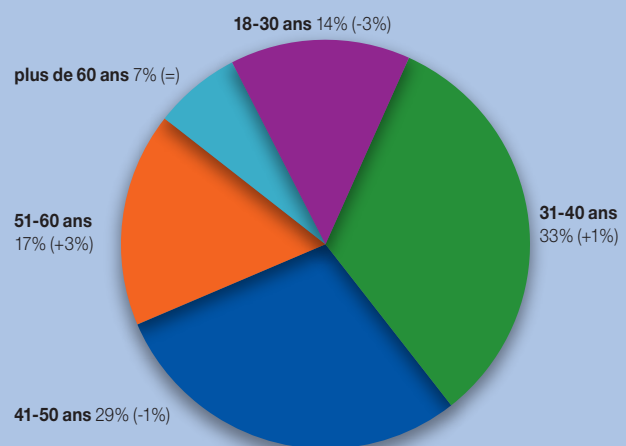
Crime organisé par nationalités



Répartition par classes d'âge

Comparé à 2007, la répartition par classes d'âge n'a pratiquement pas changé, à l'exception d'une légère augmentation constatée pour les 51-60 ans (+3 %) et d'une diminution du même ordre de grandeur pour les 18-30 ans. La plupart des auteurs d'infractions ont entre 31 et 50 ans (62 %).

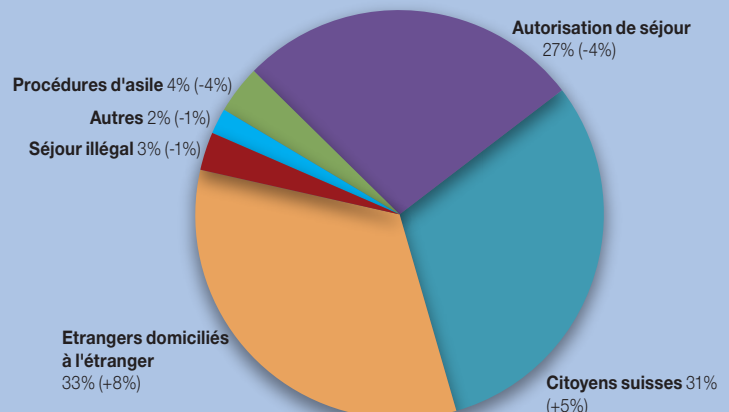
Crime organisé par classes d'âge



Répartition par statuts de séjour

Les trois catégories les plus importantes concernant depuis des années les citoyens suisses, les personnes titulaires d'une autorisation de séjour et les étrangers domiciliés à l'étranger.

Crime organisé par statuts de séjour

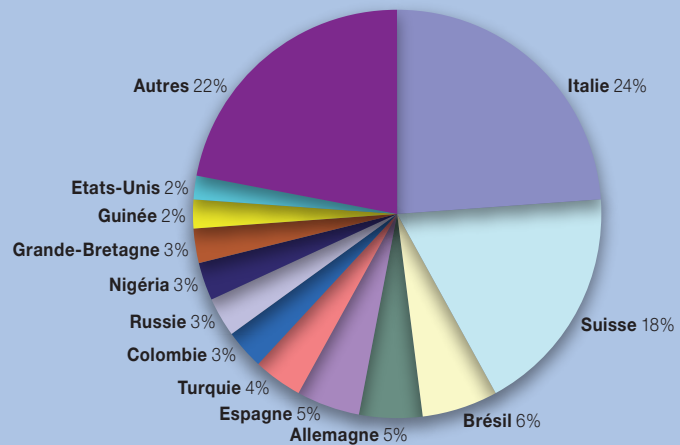


3. Blanchiment d'argent

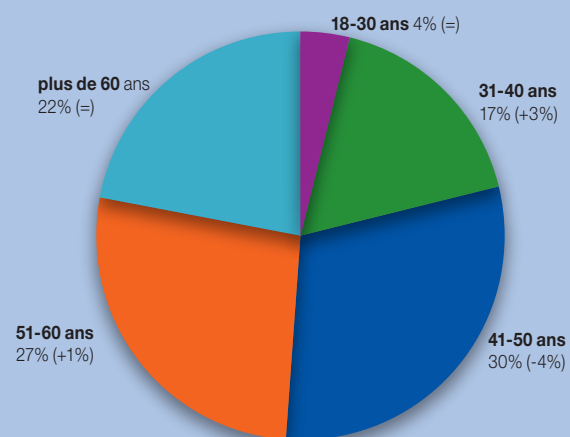
Répartition par nationalités

Au total, 115 affaires de blanchiment d'argent ont été traitées. Comme en 2007, la plupart des auteurs présumés d'infractions sont des ressortissants italiens et suisses.

Blanchiment d'argent par nationalités



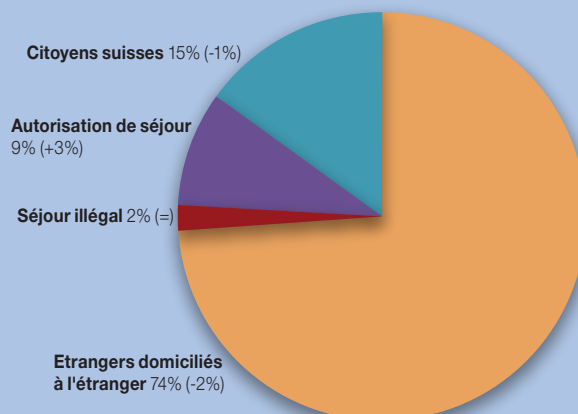
Blanchiment d'argent par classes d'âge



Répartition par classes d'âge

Depuis 2005, la majorité des personnes soupçonnées de blanchiment d'argent ont plus de 41 ans. Leur proportion est stable et est comprise entre 79 et 82 % (2008: 79 %).

Blanchiment d'argent par statuts de séjour



Répartition par statuts de séjour

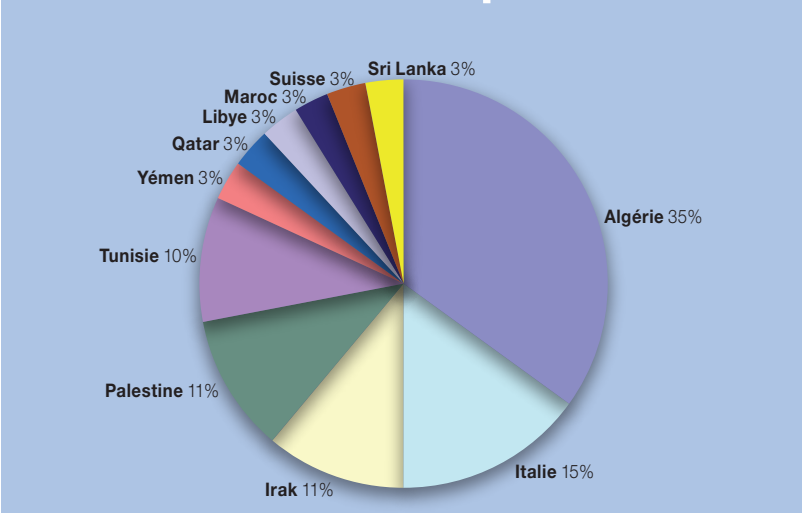
Près de trois quarts des personnes soupçonnées de blanchiment d'argent sont des étrangers domiciliés à l'étranger.

4. Infractions en lien avec le terrorisme

Répartition par nationalités

Au cours de l'année sous revue, la PJF a traité six cas ayant trait à la lutte contre le terrorisme. 35 % des suspects étaient originaires d'Algérie, 15 % d'Italie, 11 % d'Irak, 11 % de Palestine et 10 % de Tunisie. Pris ensemble, ces cinq pays représentent une proportion de 82 %.

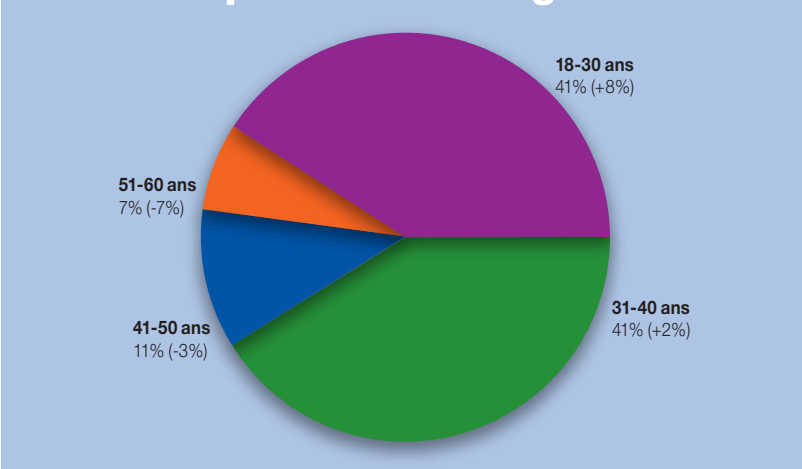
Lien avec le terrorisme par nationalités



Répartition par classes d'âge

Parmi la catégorie d'âge des 18-30 ans, la proportion de personnes soupçonnées de terrorisme a augmenté de 8 %, tandis que celle des plus de 51 ans a diminué de 7 %. Contrairement à d'autres catégories d'infraction relevant de la compétence de la Confédération, les personnes soupçonnées de terrorisme sont plutôt âgées de 18 à 40 ans (82 %).

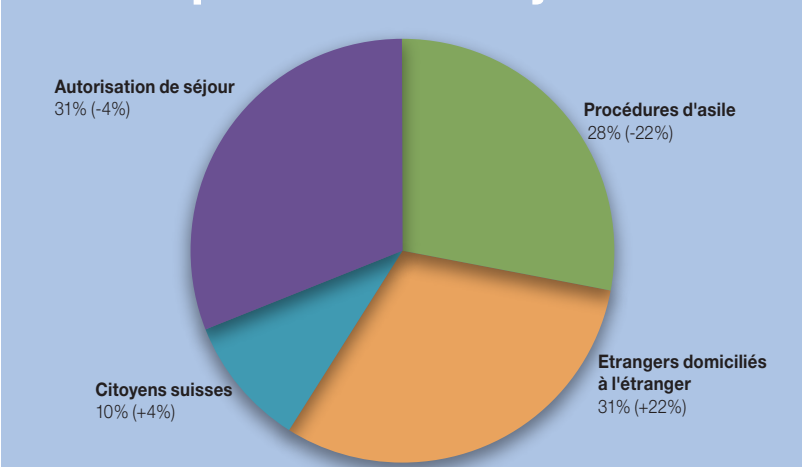
Lien avec le terrorisme par classes d'âge



Répartition par statuts de séjour

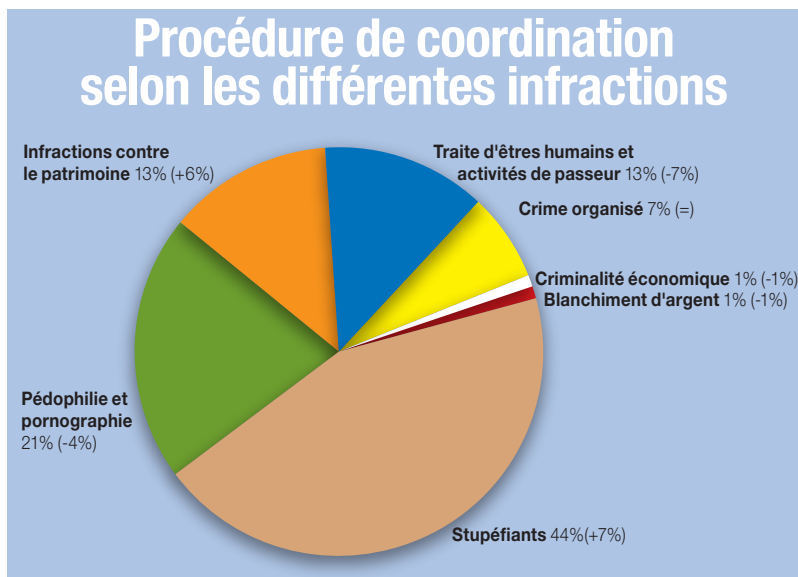
La nette diminution observée pour la proportion des réfugiés ayant déposé une demande d'asile s'explique par le fait qu'en 2007 une procédure d'asile concernait un grand nombre de personnes ayant un statut de réfugiés. Les données de 2008 se répartissent quant à elles entre plusieurs procédures, d'où une répartition plus équilibrée.

Lien avec le terrorisme par statuts de séjour



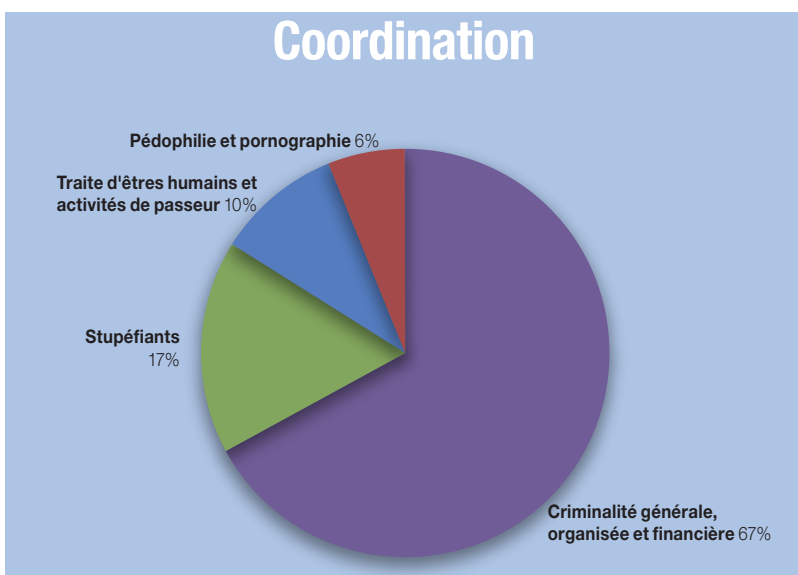
Procédures de coordination – répartition selon les différentes infractions

Les procédures de coordination sont des activités de soutien gérées de manière centralisée et synchronisée, menées dans le cadre d'enquêtes intercantionales ou internationales. Sur l'ensemble des procédures de coordination (92 cas), celles concernant le domaine des stupéfiants ont connu une nette augmentation (+7 %). Une forte hausse (+6 %) est également constatée dans le domaine des infractions contre le patrimoine. En revanche, le domaine de la traite et des activités de passeurs a diminué de 7 %.



Coordination

Par «coordination», on entend l'échange d'informations de police judiciaire dans le cadre de procédures pénales ou d'opérations policières intercantionales et internationales. Au cours de l'année sous revue, la Division Coordination (Commissariat Fausse monnaie non compris) s'est vu attribuer un total de 23 065 affaires (2007: 22 113), ce qui correspond à une augmentation de 4,3 %.



Statistique faux monnayage 2008

Valeur nominale	Nombre	Total	Valeur nominale	Nombre	Total	Valeur nominale	Nombre	Total
CHF Suisse			USD Etats-Unis			GBP Royaume-Uni		
Type de monnaie			Contrefaçon			Contrefaçon		
2	1	2	10	5	50	5	2	10
5	573	2 865	20	26	520	20	146	2 920
20	1	20	50	123	6 150	50	1	50
Total monnaie	575	2 887	100	1 070	107 000		149	2 980
Impression			Copie couleur			Copie couleur		
100	14	1 400	1	126	126	20	66	1 320
200	7	1 400	50	20	1 000	50	1	50
1 000	1	1 000	100	9	900		67	1 370
	22	3 800		155	2 026	Imprimante à jet d'encre		
Copie couleur			Photocopie			Imprimante à jet d'encre		
10	3	30	100	2	200	10	1	10
20	42	840	Imprimante à jet d'encre			20	84	1 680
50	71	3 550	1	5	5	50	1	50
100	110	11 000	10	3	30	86	1 740	6 090
200	90	18 000	20	4	80	Total billets GBP	302	6 090
1 000	116	116 000	50	26	1 300	HUF Hongrie		
	432	149 420	100	35	3 500	Copie couleur		
Imprimante à jet d'encre			73	4 915	120 861	500	1	500
10	102	1 020	Total billets USD	1 454	120 861	1 000	1	1 000
20	347	6 940	AED			Total billets HUF	2	1 500
50	465	23 250	Emirats arabes unis			IDR Indonésie		
100	1 374	137 400	Copie couleur			Copie couleur		
200	200	40 000	500	2	1 000	10 000	1	10 000
1 000	117	117 000	ARS Argentine			INR Inde		
	2 605	325 610	Imprimante à jet d'encre			Contrefaçon		
Total billets	3 059	478 830	100	1	100	1 000	3	3 000
Total monn./billets CHF	3 634	481 717	BHD Bahreïn			IQD Irak		
EUR Europe			Contrefaçon			Contrefaçon		
5	2	10	20	12	240	25 000	1	25 000
10	1	10	CAD Canada			ITL Italie		
20	659	13 180	Imprimante à jet d'encre			Contrefaçon		
50	1 353	67 650	100	24	2 400	5 000	1	5 000
100	848	84 800	CNY Chine			50 000	2	100 000
200	246	49 200	Impression			100 000	1	100 000
500	2	1 000	20	1	20		4	205 000
	3 111	215 850	100	8	800	Imprimante à jet d'encre		
Billet fantaisiste			Total billets CNY	9	820	500 000	80	40 000 000
300	1	300	DEM Allemagne			Total billets ITL	84	40 205 000
Copie couleur			Contrefaçon			RUR Russie		
20	10	200	200	1	200	Impression		
50	16	800	ESP Espagne			Impression		
100	4	400	Contrefaçon			1 000 6 6 000		
200	4	800	10 000	5	50 000	ZAR Afrique du Sud		
	34	2 200	Imprimante à jet d'encre			Imprimante à jet d'encre		
Imprimante à jet d'encre			10 000	2	20 000	100	1	100
5	4	20	Total billets ESP	7	70 000	Total contrefaçons		
10	5	50	FRF France			9 141		
20	67	1 340	Impression			41 183 538		
50	160	8 000	50	1	50	Monnaie et billets		
100	211	21 100	Total billets			véritables		
200	3	600				2 572		
	450	31 110	Nb. de communications			de faux monnayage		
Total billets	3 596	249 460				4 734		

Traite des êtres humains (encouragement à la prostitution inclus) et trafic de migrants

1. Communications reçues

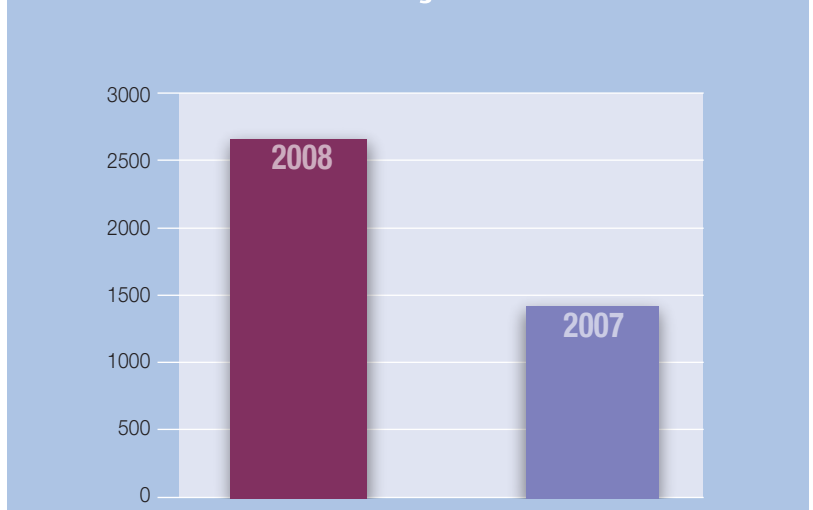
Le nombre de communications a presque doublé

Avec 2676 communications, le nombre de communications reçues en 2008 a presque doublé par rapport à celui de 2007 (1439).

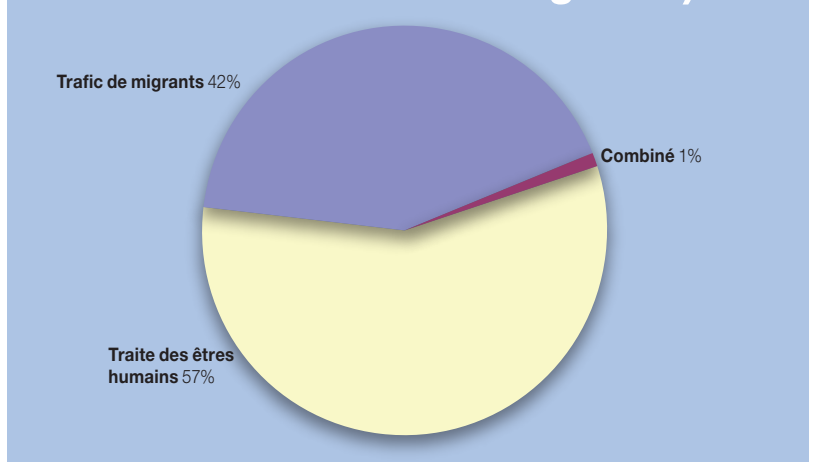
Cette augmentation s'explique par le fait que, dans le cadre de la restructuration de la Division Coordination effectuée en été 2007, le nombre de collaborateurs a doublé, ce qui a permis de faire face à une charge de travail plus importante. A cela s'ajoute que les services partenaires ont plus souvent fait usage des prestations du commissariat.

Ces 2676 communications reçues ont donné lieu à 412 nouveaux dossiers. 119 communications n'avaient pas de lien spécifique avec la traite des êtres humains ou le trafic de migrants.

Communications reçues en 2007/2008



Répartition globale (traite des êtres humains/trafic de migrants)

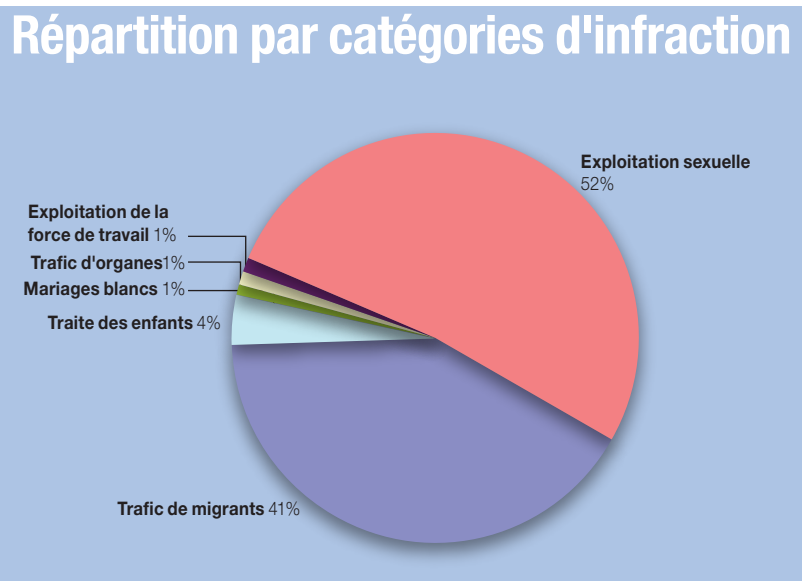


La majorité des communications enregistrées en 2008 concernaient la traite des êtres humains.

Dans la majorité des cas liés à la traite des êtres humains et au trafic de migrants, les suspects sont de la même nationalité que les victimes.

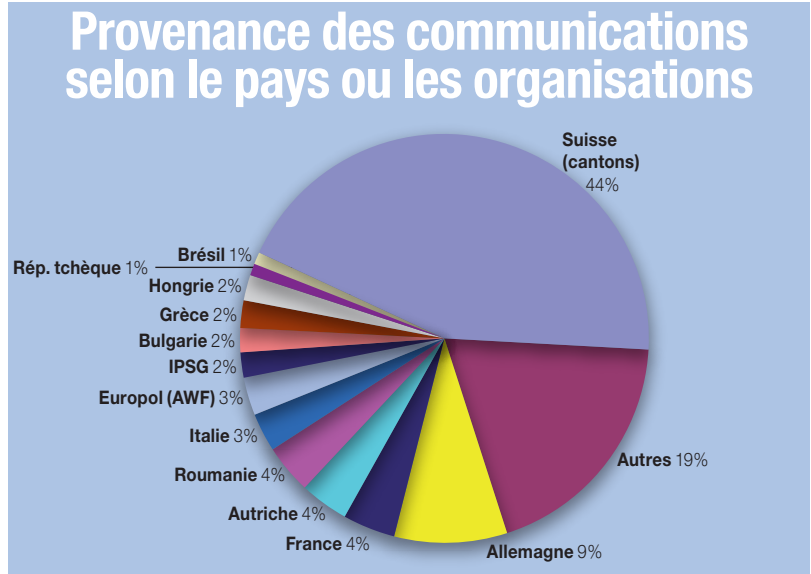
Il peut en être déduit que les victimes et les candidats à l'immigration ont été recrutés par leurs compatriotes ou des organisations de passeurs dans leur pays d'origine. La Suisse n'est pas seulement un pays de transit, mais avant tout un pays de destination pour les passeurs.

Répartition par catégories d'infraction

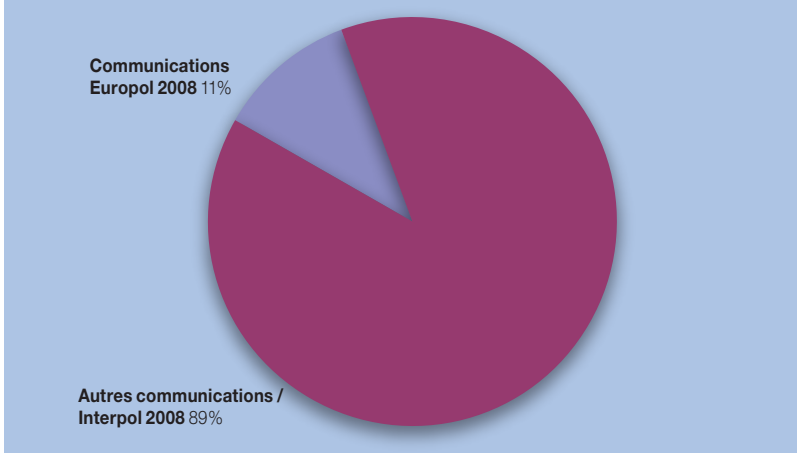


Plus de la moitié des 412 dossiers traités (52 %) concernaient la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

Provenance des communications selon le pays ou les organisations



Comparaison des communications Europol avec les autres communications



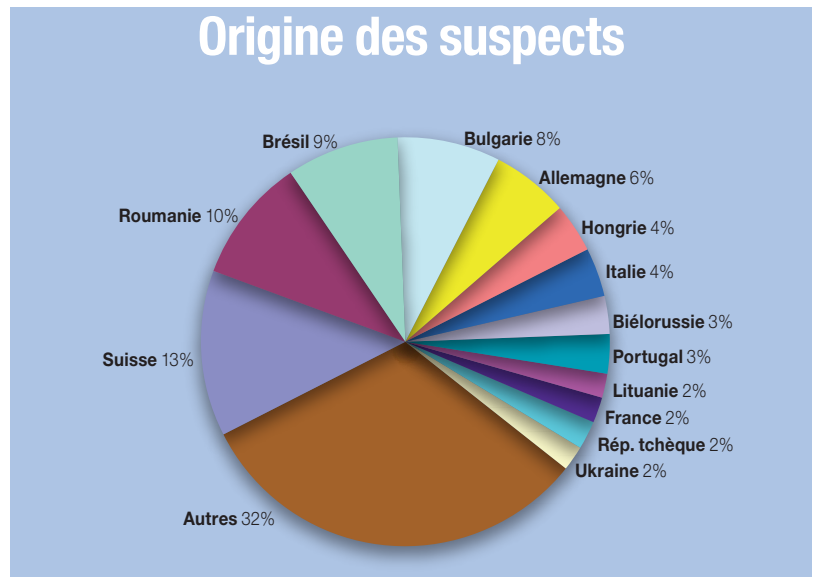
Les communications provenant d'Europol ont augmenté de 340 %, passant de 83 communications en 2007 à 283 en 2008. La charge de travail résultant du traitement des communications Europol est plus élevée que celle induite par les communications Interpol.

2. Traite des êtres humains

La majorité des enquêtes menées en 2008 pour traite des êtres humains visent des ressortissants suisses, roumains, brésiliens et bulgares.

En comparaison internationale, la proportion de ressortissants suisses soupçonnés d'être impliqués dans la traite des êtres humains est la plus élevée (13 %). Cela démontre leur implication dans le domaine de la prostitution et leur collaboration avec des groupes criminels d'autres pays.

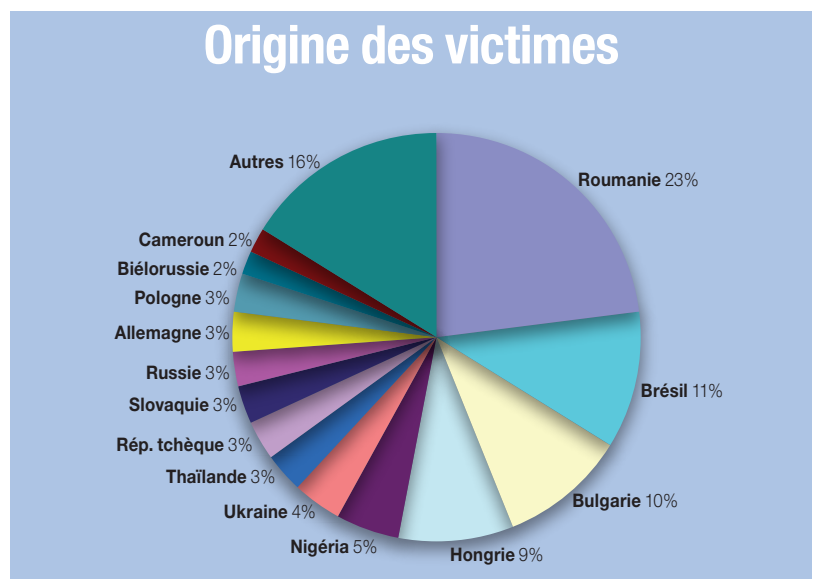
En outre, la Roumanie est le pays duquel proviennent la majorité des personnes soupçonnées de traite des êtres humains (10 %), c'est pourquoi ce pays joue un rôle très important dans la lutte contre la traite des êtres humains.



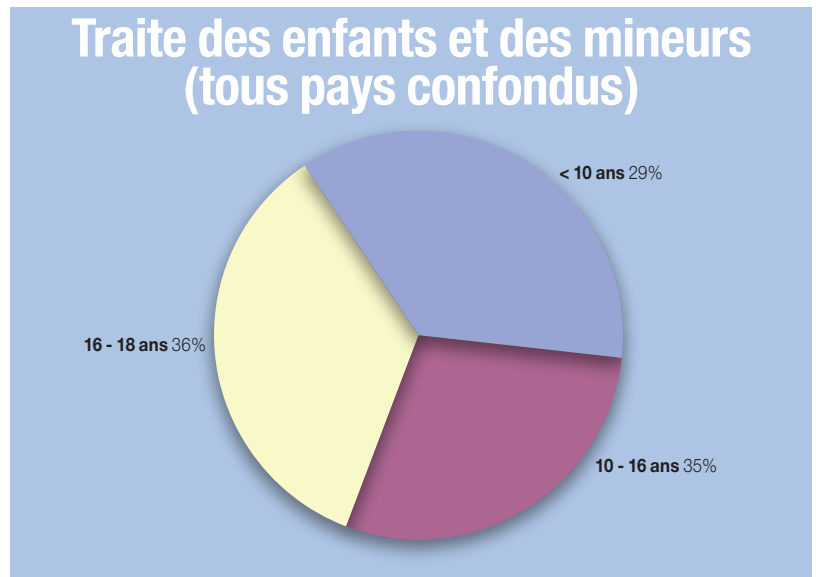
Nouveaux cas en 2008: répartition par pays

La majorité des victimes de la traite des êtres humains (63 %) sont roumaines, brésiliennes, bulgares ou hongroises. Les victimes d'origine roumaine sont les plus représentées (23 %). Aucune victime suisse de la traite des êtres humains n'a été relevée pour 2008, ce qui permet de conclure que les ressortissants étrangers sont plus souvent victimes de ce type d'infraction, souvent en lien avec la prostitution.

Les ressortissants de pays africains apparaissent dans la statistique 2008 uniquement en tant que victimes et non en tant que suspects. Cela démontre la difficulté à prouver les faits dans ce domaine.



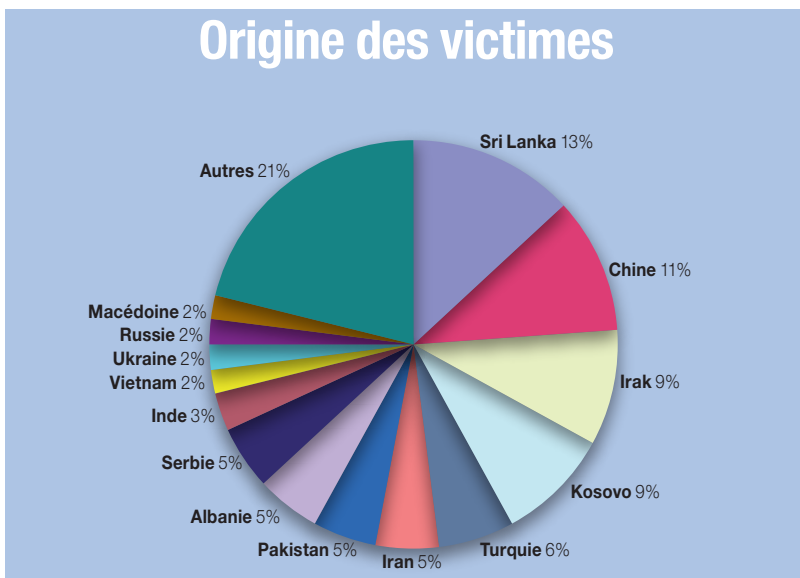
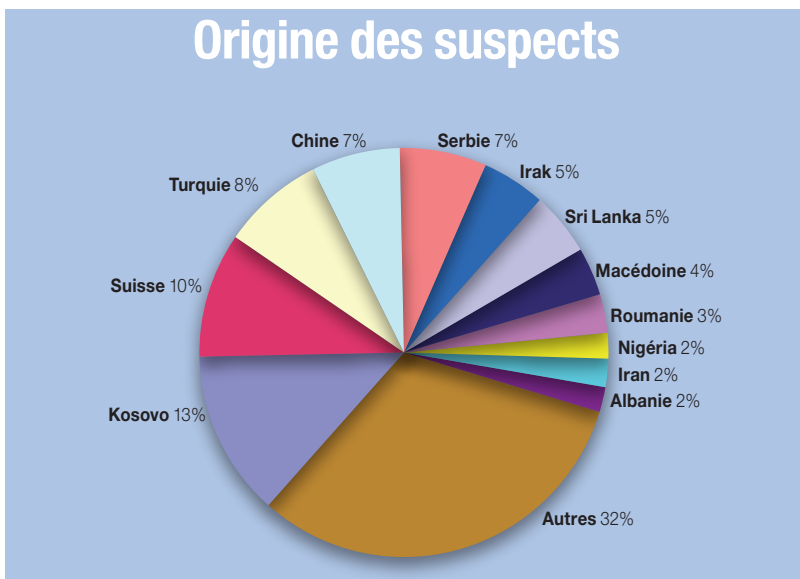
Nouveaux cas en 2008: répartition par pays



Nouveaux cas en 2008: répartition par âge

3. Trafic de migrants (activités de passeurs)

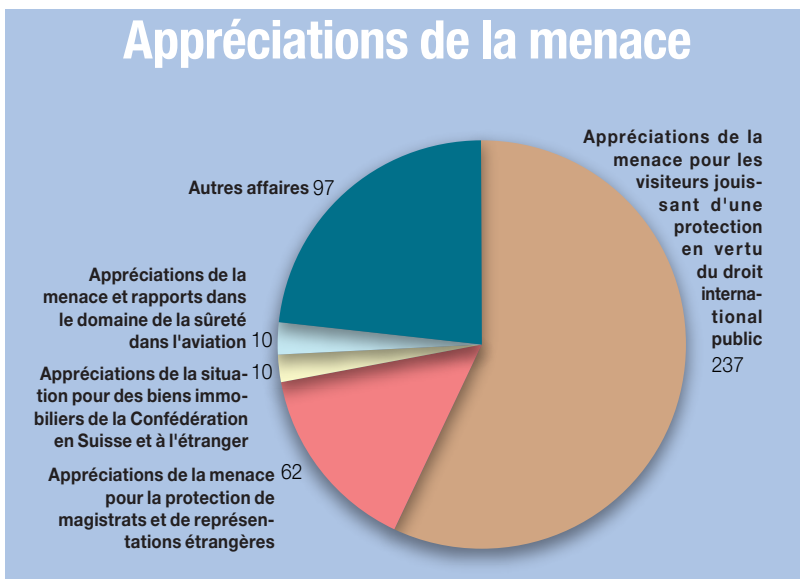
Le Kosovo occupe la première place parmi les pays d'origine des personnes soupçonnées de trafic de migrants. En deuxième position arrive la Suisse, suivie de la Turquie, de la Chine et de la Serbie.



La majorité des victimes proviennent du Sri Lanka, de Chine, d'Irak et du Kosovo.

Statistiques Service fédéral de sécurité SFS

Domaine Evaluation de la menace

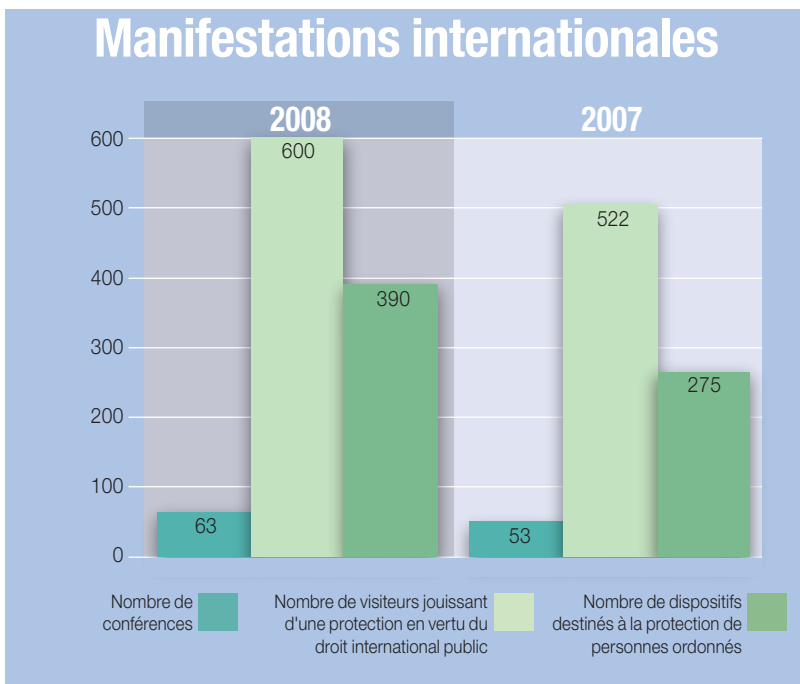


Appréciations de la menace

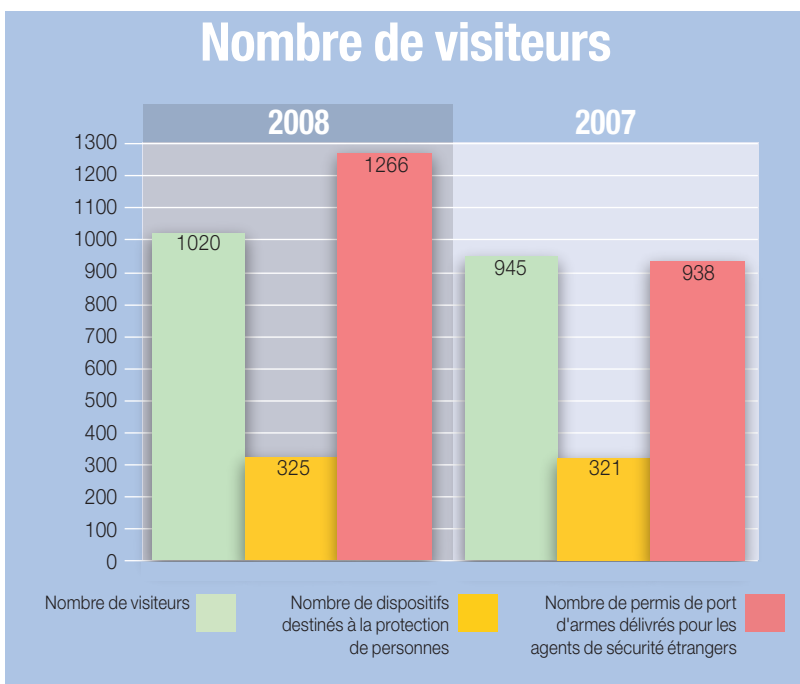
Nombre d'appréciations de la menace pour les visiteurs jouissant d'une protection en vertu du droit international public	237
• appréciations de la menace ayant donné lieu à des mesures de sécurité particulières	142
• appréciations orales de la menace	95
Nombre d'appréciations de la menace pour la protection de magistrats et de représentations étrangères	62
• appréciations de la menace ayant donné lieu à des mesures de sécurité particulières	17
• appréciations orales de la menace	45
Nombre d'appréciations de la menace et de rapports dans le domaine de la sûreté dans l'aviation	10
• appréciations de la menace	9
• rapports annuels	1
Nombre d'appréciations de la situation pour des biens immobiliers de la Confédération en Suisse et à l'étranger	10
• appréciations de la situation	10
Autres affaires	97
• rapports	85
• affaires traitées oralement	12
Total des affaires	416

Sécurité des personnes

1. Sécurité des visiteurs étrangers



Conférences et manifestations internationales

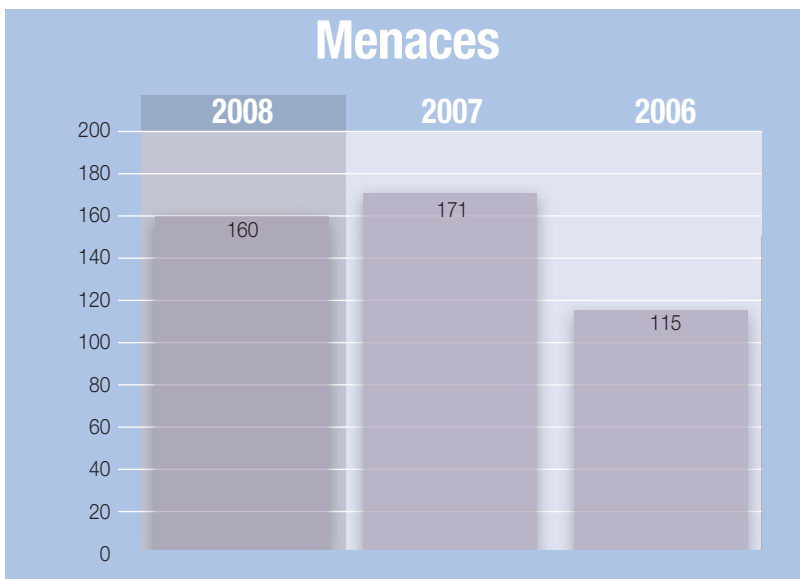


Visiteurs jouissant d'une protection en vertu du droit international public en Suisse (sans les participants aux conférences)

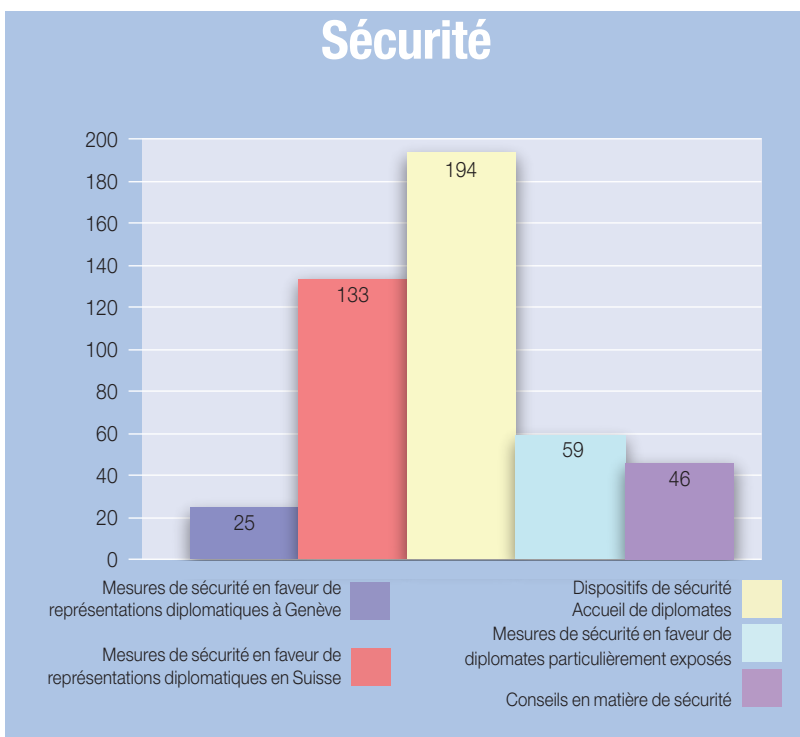
2. Sécurité des magistrats et des représentations étrangères

Menaces

contre des magistrats, des employés de la Confédération et des membres de représentations diplomatiques étrangères



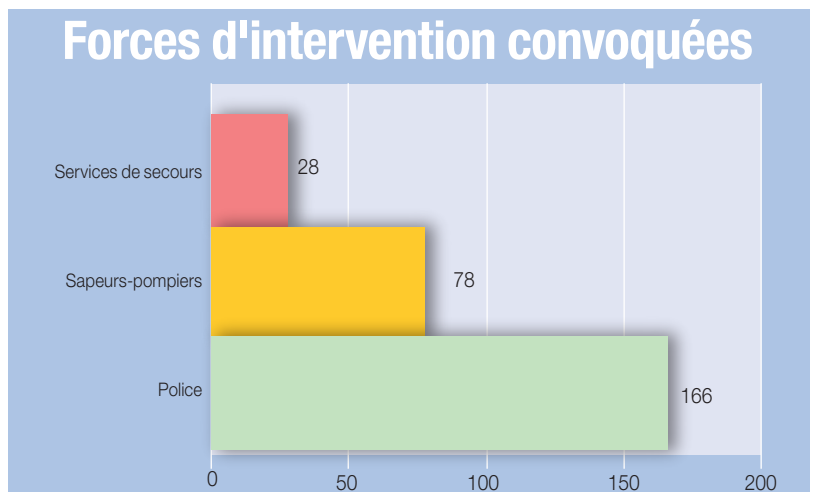
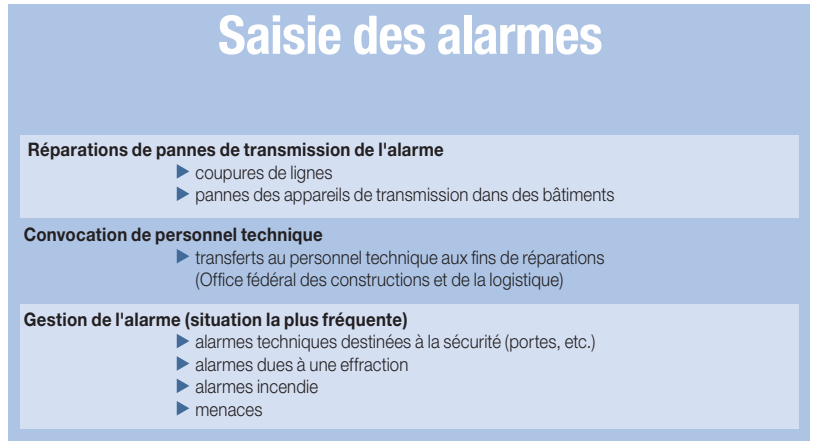
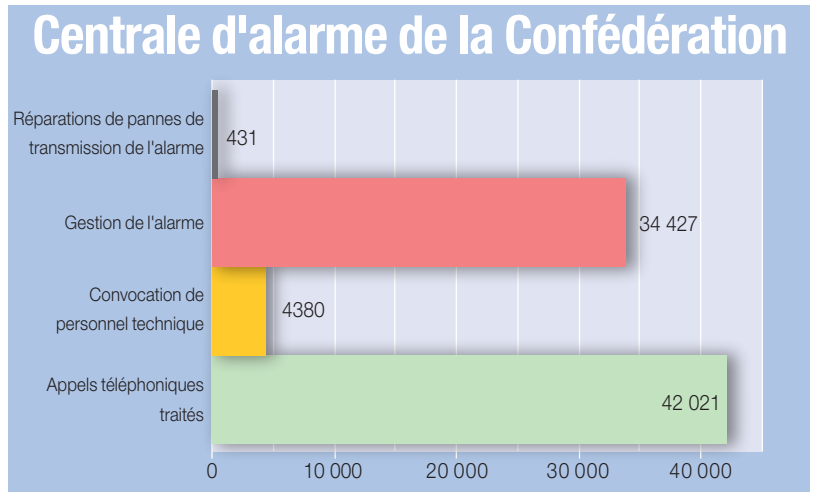
Sécurité des représentations diplomatiques étrangères



Sécurité des bâtiments

Affaires enregistrées dans la centrale d'alarme

Total des prestations fournies pour 215 bâtiments munis d'un système d'alarme correspondant à 3450 critères d'alarme



Interventions d'hélicoptères de l'armée

en faveur de corps de police

Interventions d'hélicoptères de l'armée

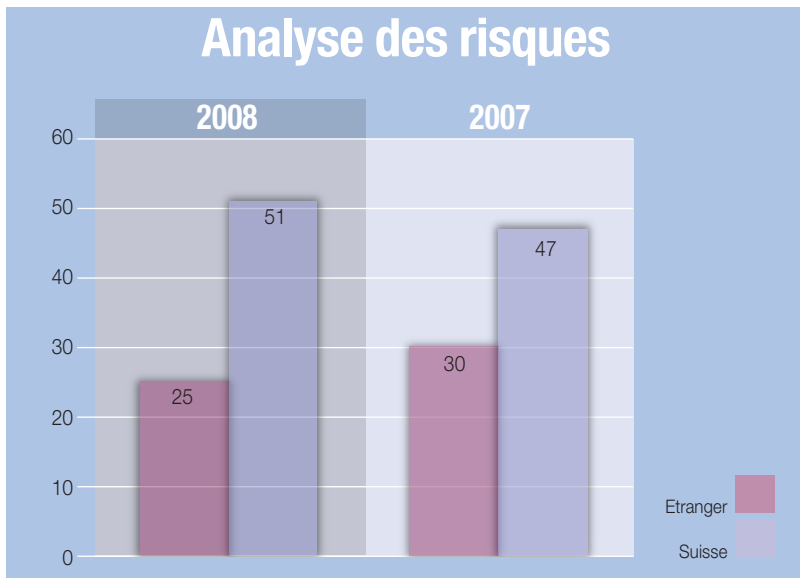
Type d'intervention	Nombre	Total des heures	Engagements des Superpuma	Engagements des Alouette	
Formation autorisée*	28 (44/2007)	193h (282/2007)	25h	168h	
Divers**	8				

* Moins de demandes de vols de formation en raison de l'EURO 2008

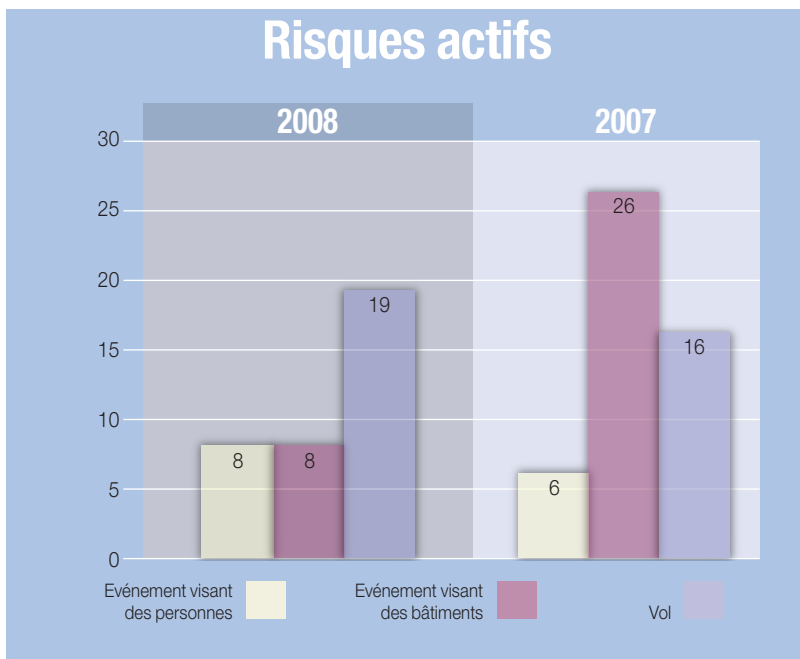
** Surveillance du trafic, manifestations, recherches de personnes disparues

Sécurité des objets

Analyse des risques et évaluations de la sécurité
des bâtiments de l'administration fédérale civile



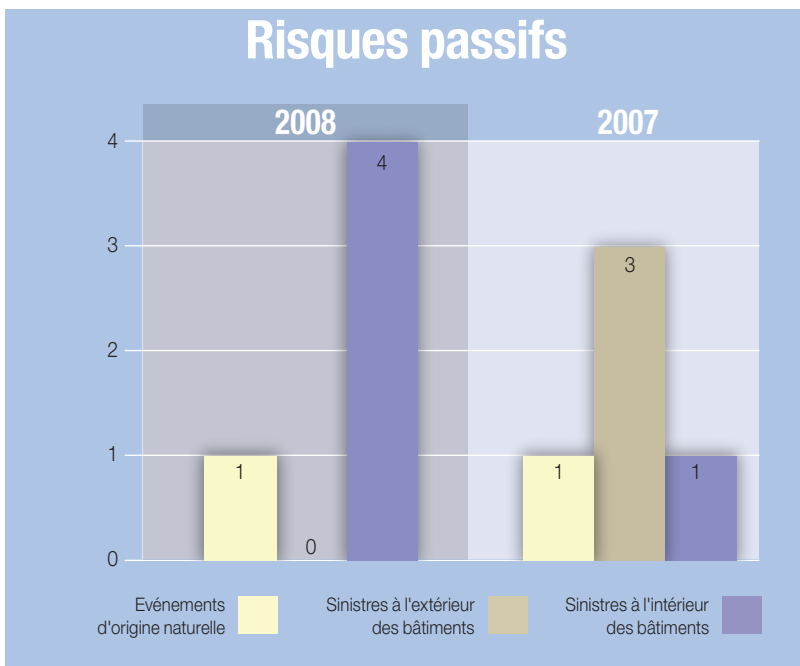
Evénements annoncés dans le domaine des risques actifs



Aperçu des risques actifs

Evénement visant des personnes	Harcèlement, voies de fait, lésions corporelles Séquestration, extorsion et chantage Injure, menaces Enlèvement, prise d'otage, contrainte Homicide
Evénement visant des bâtiments	Vandalisme Dommages à la propriété
Vol	Vol par introduction clandestine, petite criminalité Brigandage, vol important

Événements annoncés dans le domaine des risques passifs

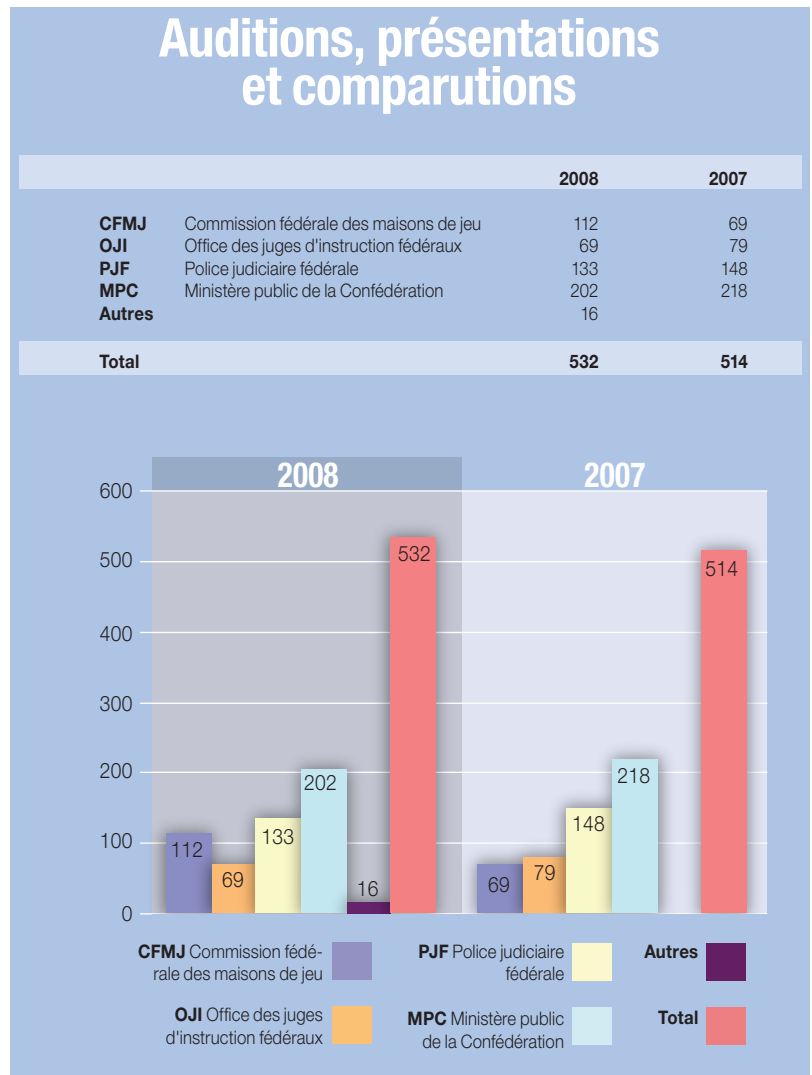


Aperçu des risques passifs

Événements d'origine naturelle	Tempête, grêle Eboulement, glissement de terrain, avalanche Inondation Séisme
Sinistres à l'extérieur des bâtiments	Incendie, explosion Accident d'avion Rupture de barrage Accident chimique Accident dans une centrale nucléaire Collision de véhicules
Sinistres à l'intérieur des bâtiments	Incendie, explosion, accident chimique Dégâts des eaux Effondrement de parties de bâtiments

Protection des objets

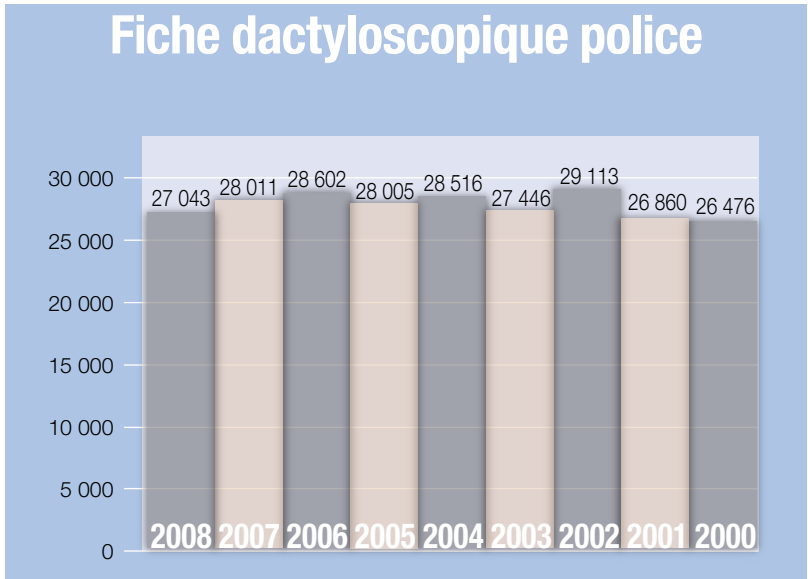
1. Centre d'audition de la Confédération



Statistiques des Services

Services AFIS ADN

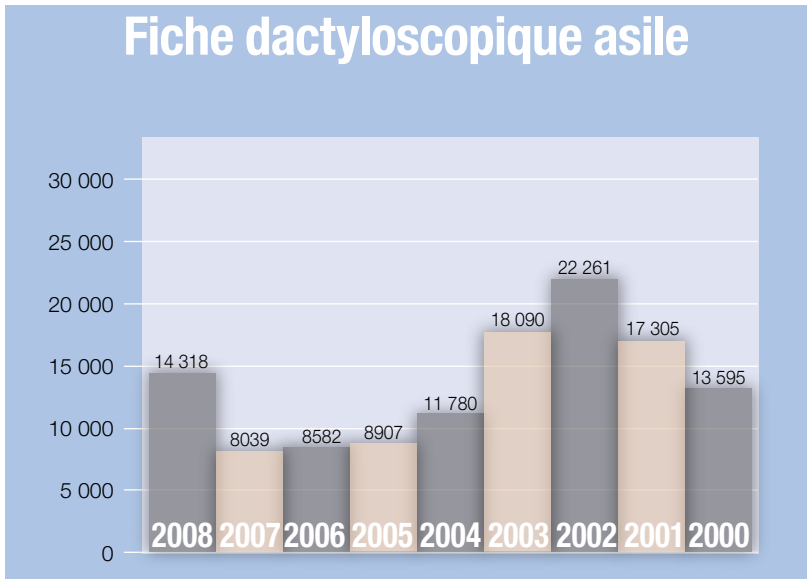
Fiche dactyloscopique police



Fiche dactyloscopique police: comparaison sur plusieurs années

Changement par rapport à 2007: légère baisse (-3,5 %)

Fiche dactyloscopique asile



Fiche dactyloscopique police: comparaison sur plusieurs années

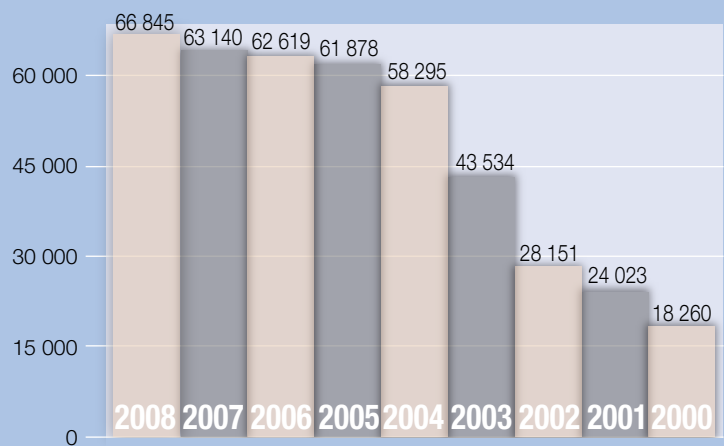
A l'instar des demandes d'asile, les demandes de fiches dacty ont augmenté de 78 %

Total des demandes pour deux doigts: comparaison sur plusieurs années

Evolution du nombre de demandes par rapport à 2007:

Police	+13%	38 657 demandes
Cgfr	+2%	22 893 demandes
Ambassades	-18%	5 295 demandes
Total	+6%	66 845 demandes

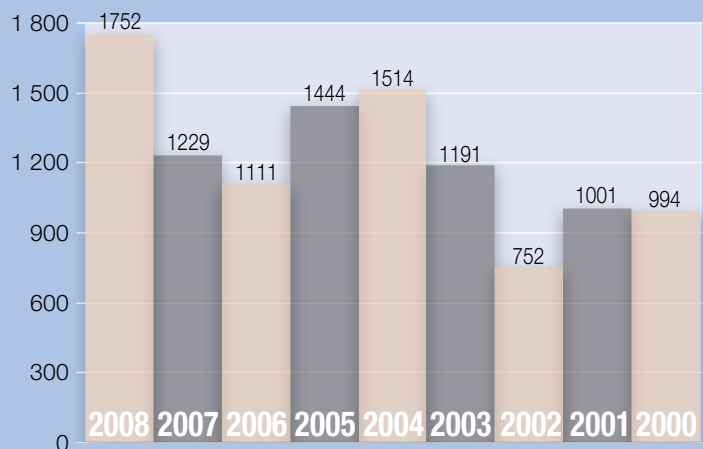
Demandes pour deux doigts



Concordances AFIS établies entre des traces et des personnes: comparaison sur plusieurs années

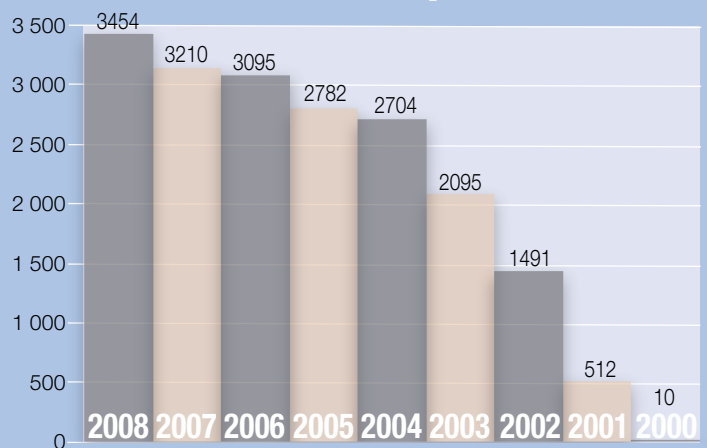
Augmentation des concordances également due au changement de la méthode de comptage par rapport à 2007.

Concordances AFIS établies entre des traces et des personnes



Concordances établies entre des traces ADN et des personnes: comparaison sur plusieurs années
Forte augmentation des concordances: +8 %

Concordances établies entre des traces ADN et des personnes



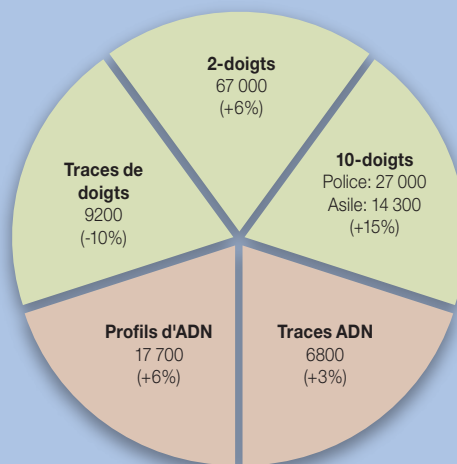
Hits ADN: motifs

Motif	Nb. concordances ADN	2008	2007
Homicide		39	43
Lésions corporelles		121	100
Extorsion et chantage		3	1
Mise en danger de la vie d'autrui		8	10
Séquestration et enlèvement		2	2
Vol		652	724
Vol avec effraction		1 945	1 713
Brigandage		138	141
Domage matériel		178	151
Escroquerie		23	30
Menace		14	18
Actes d'ordre sexuel avec des enfants		9	9
Contrainte sexuelle		89	73
Incendie intentionnel		26	28
Attentat à l'explosif		0	5
Délits liés au stupéfiants		200	161
Disparitions		1	1
Découvertes de cadavres		0	0
Divers		6	0
Total		3 454	3 210

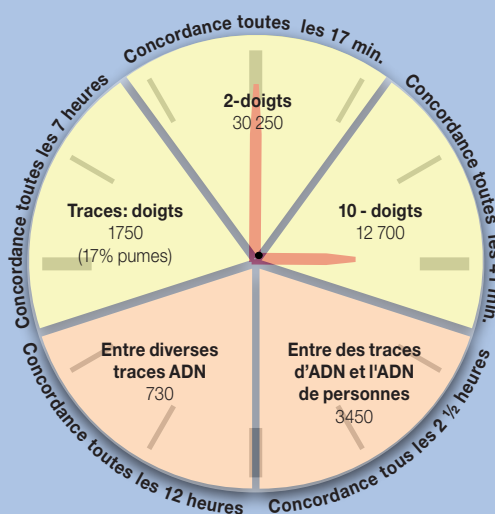
Contenu de la banque de données AFIS

Entrées	Nombre	2008	2007
Personnes: 2 doigts		38 000	33 000
Personnes: 10 doigts		723 000	720 000
Personnes: ADN		105 000	93 000
Traces: doigts		45 000	39 000
Traces: ADN		21 000	17 500

Demandes de traitement



Concordances annoncées en 2008



RIPOL

Base de données RIPOL au 31.12.	2008
Nombre d'utilisateurs: env. 25 000	
Personnes	196 130
Véhicules (y c. vélos et motos)	308 535
Immatriculations de véhicules	347 440
Infractions non élucidées	1 239 323
Lésés	945 733
Objets	2 123 284
Signalements	44 877
Traces	42 685

Volume de données saisies	2008
Recherches de personnes	
Mandats d'arrêt (niv. national)	11 285
Mandats d'arrêt (niv. régional)	21 238
Recherches du lieu de séjour (niv. national)	3 492
Recherches du lieu de séjour (niv. régional)	29 084
Mesures d'éloignement (niv. nat.)	10 336

Recherches d'objets	
Cas	196 557
Signalements	4 073
Traces	2 897
Objets	145 979
Lésés	141 963

Recherches de véhicules	
Véhicules	9 315
Vélos, motos et NIV volés	43 517
Immatriculations	35 835
Immatriculations de vélos et de motos	40 258

Recherches actives	
Messages urgents connus (niv. national)	9 953
Messages urgents connus (niv. régional)	3 104
Autres messages (niv. national)	1 091
Autres messages (niv. régional)	2 492

Statistique sur la fraude documentaire (FRAUDE)

